Sac Plastique : L'union EuropÃ©enne n'en veut plus !

Soumis par Sophie
Dernière mise à jour : 26-05-2011

Document MARSACTU.FR Par Julien VINZENT le 25 mai 2011

Marseille, la France, lâ€™Europe : qui rÃ©ussira Ã en finir avec les sacs plastiques ?
http://www.marsactu.fr/

Le plastique, câ€™est pas si fantastique, surtout en bord de mer. Produit en une seconde, utilisÃ© 20 minutes, il peut, lorsquâ€™ est jetÃ©, rester 400 ans dans lâ€™environnement. RÃ©sultat : les dÃ©chets plastiques Â« sont Ã lâ€™origine chaque annÃ©e de jusquâ€™Ã un million dâ€™oiseaux, 100 000 mammifÃ¨res marins et un nombre incalculable de poissons Â», dâ€™aprÃ¨s l programme des Nations Unies pour lâ€™environnement, citÃ© par un rÃ©cent rapport commandÃ© par la Commission europÃ©enne.

PlanÃ¨te plastique

Un document qui indique Ã©galement que Â« les fonds marins sont aussi contaminÃ©s (â€¦) plus particuliÃ¨rement par les sacs en plastiques dans les zones cÃ´tiÃ¨res Â», oÃ¹ ils diffusent les produits toxiques quâ€™ils contiennent dans lâ€™environnement. En janvier 2011, les premier rÃ©sultats de lâ€™expÃ©dition internationale MÃ©diterranÃ©e en danger fais de 500 tonnes de plastique dans la MÃ©diterranÃ©e.

Â« Lâ€™Ifremer a fait une Ã©tude sur les mollusques et notamment des moules, ils ont trouvÃ© du plastique dans le systÃ¨me lymphatique. On est en train de plastifier la planÃ¨te ! Â», sâ€™alarme Alain Matesi, prÃ©sident-fondateur du Collect-If Environnement. Le mola mola -colosse des mers dont nous vous avions parlÃ© lâ€™annÃ©e derniÃ¨re et qui est friand de mÃ©duses â€“ a parfois du mal Ã faire la diffÃ©rence et les avaleâ€¦

Lâ€™Europe se jette Ã lâ€™eau

Face Ã cette hÃ©catombe Ã©cologique, lâ€™Union europÃ©enne envisage de sÃ©vir, via une interdiction pure et simple ou ur taxation des sacs plastiques distribuÃ©s en caisse. Une consultation en ligne â€“ pour lâ€™instant rÃ©servÃ©e aux anglophone Ã©tÃ© ouverte pour donner son avis sur les diffÃ©rentes mesures Ã adopter (montant dâ€™une Ã©ventuelle taxe, utilisation d biodÃ©gradablesâ€¦).

Un pas en avant dont Alain Matesi revendique une partie de la paternitÃ©, y voyant un signe que le bilan de son action est Â« plus que positif Â». En 2004, dans la foulÃ©e du rÃ©fÃ©rendum corse sur lâ€™interdiction des sacs, lâ€™association ciotad sâ€™est dÃ©menÃ©e auprÃ¨s des commerÃ§ants et de la mairie pour lâ€™abandon de cette pratique. Une dÃ©marche quâ€™ Aubagne et dans dâ€™autres villes en France. Dans la foulÃ©e de la mÃ©diatisation du problÃ¨me, la consommation de sacs Ã chutÃ© brutalement : Â« mÃªme si lâ€™objectif zÃ©ro nâ€™est pas atteint, la rÃ©duction est considÃ©rable, de lâ€™ordre de fÃ©licite-t-il.

Bonne volontÃ© affichÃ©e

Bref, il y a du mieux, mais Â« le combat nâ€™est pas terminÃ© Â». Les sacs, qui Ã©taient les meilleurs ennemis des riverains d la dÃ©charge dâ€™Entressen, concernent bien entendu Marseille, en tant que ville cÃ´tiÃ¨re dont les Ã©gouts rejettent rÃ©guliÃ¨rement leur lot de sacs qui traÃ®naient dans les rues et oÃ¹ il nâ€™y a pas besoin dâ€™une Ã©tude europÃ©enne po que les plages ne sont pas des plus propres question plastique. Â« Pour prÃ©parer 2013, Marseille a besoin de travailler sur la question de la propretÃ©, câ€™est pour cela quâ€™il faut quâ€™elle se saisisse de lâ€™emblÃ¨me du sac plastique Â», Ã©galement Alain Matesi.

Et quand ils ne vont pas en mer, aprÃ¨s avoir plus ou moins longtemps contribuÃ© Ã embellir les rues marseillaises, les sacs finissent pour la plupart Ã lâ€™incinÃ©rateur, ce qui reprÃ©sente un coÃ»t pour Marseille Provence MÃ©tropole (MPM), l collectivitÃ© chargÃ©e du dossier dÃ©chets. ContactÃ©e, la communautÃ© urbaine nâ€™a pour lâ€™instant pas donnÃ© suite demande sur une Ã©ventuelle stratÃ©gie pour rÃ©duire cette charge. De son cÃ´tÃ©, le conseiller municipal dÃ©lÃ©guÃ© Ã la Didier Reault (UMP), reconnaÃ®t que la mairie pourrait Ãªtre plus volontaire, et promet de sâ€™y atteler, tout en restant flou sur les modalitÃ©s :

Auteur en 2003 dâ€™une proposition de loi visant Ã obliger tout commerce Ã Â« dÃ©livrer Ã sa clientÃ¨le des sachets en papi recyclÃ© ou toute autre matiÃ¨re biodÃ©gradable Â», intÃ©grÃ©e par la suite dans la loi dâ€™orientation agricole de 2005, le d marseillais Jean Roatta (UMP) assure Ã©galement sâ€™apprÃªter Ã Â« faire passer un dossier au maire pour obliger la ville de Marseille Ã donner lâ€™exemple Â».

Faux pas marseillais

Tant mieux si les collectivitÃ©s bougent, mais attention Ã lâ€™amateurisme, prÃ©vient Alain Matesi, qui se rappelle de lâ€™expÃ©rience de la distribution de sacs biofragmentables, un remÃ¨de quasiment pire que le mal, menÃ©e en partenariat avec la Chambre de commerce et dâ€™industrie. Â« MÃªme sâ€™il y avait une bonne volontÃ©, il nâ€™y avait pas de connais sujet. Cela touche Ã la communication, Ã lâ€™Ã©co-conception, au dÃ©veloppement durable, aux ressources halieutiques, Ã problÃ©matique des matiÃ¨res premiÃ¨resâ€¦ Â»

Et de dÃ©fendre sa recette : Â« une mÃ©thodologie non agressive par lâ€™incitation, la sensibilisation, le dialogue. Le petit commerÃ§ant du coin doit se sentir Ã lâ€™aise dans son argumentation pour dire quâ€™il ne distribue plus de sacs Â». Le tou passe par une charte dâ€™engagement, qui donne droit Ã Â« une reconnaissance Â» comme lâ€™affichage dâ€™un petit stic vitrine.

Le petit commerÃ§ant du coin, câ€™est justement lÃ que risque de se heurter la dÃ©marche. Il suffit Ã Marseille de faire un to dans un snack ou un Ã©picier de quartier qui vous tend plutÃ´t deux fois quâ€™une un sacâ€¦ Â« Câ€™est un travail de titan ca autant pour la grande distribution vous avez un interlocuteur, lÃ il faut aller voir les pharmaciens, les bouchers etc. Â», reconnaÃ®t le militant associatif, qui voit lÃ le point oÃ¹ câ€™est au politique, avec la portÃ©e de sa parole et ses moyens financiers, de prendre les choses en main.

Dans la quatriÃ¨me dimension

Et passer par une taxation voire une interdiction, comme lâ€™envisage lâ€™Europe ? Pour la premiÃ¨re partie de lâ€™alternati craint une taxe qui pÃ¨se sur les consommateurs et non sur lâ€™industrie du plastique ou les distributeurs et dont les recettes soient noyÃ©es dans le budget de lâ€™Etat au lieu dâ€™Ãªtre affectÃ©e Ã la protection de lâ€™environnement. Pour Â« Ã partir du moment oÃ¹ vous parler dâ€™interdire les gens se braquent Â», estime-t-il, privilÃ©giant une nouvelle fois lâ€™accompagnement.

Quant au Parlement, câ€™est un pas en avant, deux pas en arriÃ¨re. Le dÃ©cret devant mettre en application la loi initiÃ©e par Jean Roatta, qui prÃ©voyait une interdiction en 2010, sâ€™est Â« perdu dans la quatriÃ¨me dimension Â», selon lâ€™expressio blog Effets de Terre. Â« Je ne vois rien venir Â», concÃ¨de Jean Roatta, qui se dÃ©clare prÃªt Ã Â« relancer Â» le dossier. Bon courage : depuis 2005, lorsque certains tentent dâ€™intÃ©grer une taxation dans la loi de finances, comme fin 2008 et fin 2010, le ministÃ¨re met en avant les bons chiffres de rÃ©duction et explique quâ€™il Â« prÃ©fÃ¨re laisser la profession sâ€™or autour dâ€™un objectif clair et partagÃ© : rÃ©duire la production de sacs plastiques Ã usage unique qui ne sont pas biodÃ©gradables Â».

Naples sans sacs plastiques
Pourtant, de nombreux pays ont sautÃ© le pas, comme le montrait il y a quelques mois ce tour dâ€™horizon de La Croix. Plus rÃ©cemment lâ€™Italie a elle aussi boutÃ© le plastique hors de chez elle depuis le 1er janvier 2011 pour le remplacer par des sacs en amidon de maÃ¯s. Une alternative un brin dÃ©criÃ©e pour le prix et le manque de soliditÃ© dans ce reportage dâ€™Ar dans la jumelle transalpine de Marseille pour les dÃ©chets, Naples.

Mais dans ce sujet Ã tiroirs qui touche Ã nos modes de consommation, leur utilitÃ© mÃªme fait dÃ©bat. Dans son rapport pour la Commission europÃ©enne, Bio Intelligence Service note aussi que Â« les qualitÃ©s environnementales des bioplastiques nâ€™ont pas encore Ã©tÃ© complÃ¨tement documentÃ©es. Les points clÃ©s sont la quantitÃ© dâ€™Ã©nergie non renouvelab pour leur production et les consÃ©quences possibles en terme dâ€™usage des sols Â». En attendant, nâ€™oubliez pas vos cal